

MOHAMED SALEM OULD MERZOUG, HAUT COMMISSAIRE

Le nouveau visage de l'Omvs

L'Organisation pour la mise en valeur du Fleuve Sénégal, Omvs, engrange les bons points depuis quelques années : cadre juridique avant-gardiste, retour de la Guinée dans le giron familial, réformes ambitieuses approuvées par les bailleurs de fonds... Manifestement, un vent nouveau souffle dans la maison. Cet air frais, on le doit à l'arrivée d'un homme altier au pas décidé, Mohamed Salem Ould Merzoug, un Mauritanien de 45 ans qui regarde obstinément au-delà des frontières que la colonisation nous a inventées. Portrait d'un homme engagé dans la bataille du développement, avec pour armes le dialogue et la concertation.

MANDIAYE THIOBANE

Pour puiser à la source de la passion qui dévore Mohamed Salem Merzoug, il faut sans doute braver les intempéries des confins de l'aride Mauritanie, dans la région de l'Assaba, à Kiffa, où il naquit il y a de cela quarante-cinq ans. C'est au cœur de cet environnement austère, dans le cocon d'une famille de fonctionnaires coloniaux que Mohamed Salem Ould Merzoug, dès le plus bas âge, ingurgite comme du petit lait de chameau, les valeurs d'intégrité et d'engagement qui lui sont inculquées en même temps que les préceptes de l'islam.



En février 2002, lorsqu'il est nommé Haut-commissaire de l'Omvs, Merzoug sait ce que manager veut dire et connaît les urgences de la maison. Il conduit au pas de charge ses premiers chantiers : en 45 jours, il aplanit les difficultés liées à l'élaboration de la Charte des Eaux du fleuve Sénégal, et dote ainsi l'Omvs d'un cadre juridique novateur.

Chez les Merzoug, entre l'école moderne et les leçons coraniques, il n'y a pas de place pour la bagatelle. A peine un peu de temps pour le foot ou le volley. Et puis, on s'en doute bien, lui, préfère bûcher. Ce qui devait arriver arriva : Merzoug décroche le Bac avec la mention «très bien». Ce qu'il veut faire après le bac ? Inutile de chercher loin : il lui faut percer le mystère des roches qui ont parsemé les chemins de son enfance, de ce sol si austère et si plein d'énigmes quand le soleil se retire dans ses appartements et emporte sa lumière. C'est décidé, il s'oriente vers l'étude des roches et des sols (morphodynamique, lithologie), l'aménagement des milieux, l'environnement et l'hydrologie continentale, les problèmes de développement. Il dé-

croche tous ses diplômes et la voie lui est ouverte dans l'enseignement et la recherche. Il donne des cours à l'université de Nouakchott et celle de Strasbourg. C'est ce chercheur de trente-deux ans, élégant, racé, qui du fond de son laboratoire martèle ses convictions en matière de justice et de liberté, que le Président Ould Taya appelle dans son gouvernement : il est tour à tour commissaire à la Sécurité alimentaire, conseiller du Président, et occupe différents postes ministé-

riels ('Equipement et Transports, Justice, Santé et Affaires sociales ...). A la tête du département de l'Hydraulique et l'Energie, il est ministre de tutelle de l'Omvs. Déjà ses prises de positions, sur des questions regardant la vie de l'organisation, ont permis de résoudre des problèmes critiques.

En février 2002, lorsqu'il est nommé Haut-commissaire de l'Omvs, Merzoug sait ce que manager veut dire et connaît les urgences de la maison. Il conduit au pas de charge ses premiers

chantiers : en 45 jours, il aplanit les difficultés liées à l'élaboration de la Charte des Eaux du fleuve Sénégal, et dote ainsi l'Omvs d'un cadre juridique novateur. La Charte est citée par les acteurs de l'eau, à l'échelle mondiale, comme un modèle avancé d'une gestion partagée d'un bassin transfrontalier. Ratifiée en mai 2002, elle permet de fixer des règles transparentes et rigoureuses d'exploitation et de partage des eaux du fleuve.

Dans le même élan, un autre document fondamental voit le jour : la « Déclaration de Nouakchott », qui précise les axes d'orientation stratégiques de l'OMVS, est adoptée par les Chefs d'Etat en 2003.

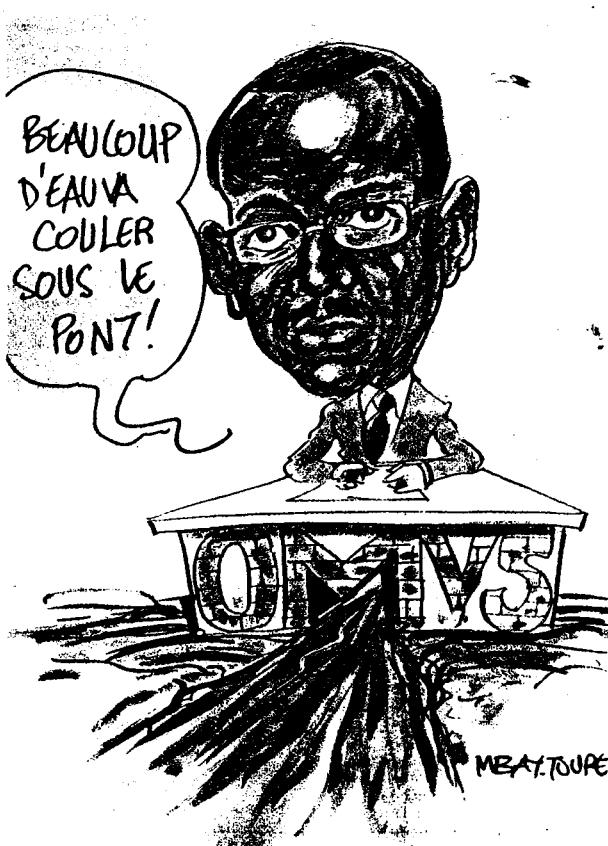
En interne également, restructuration et modernisation du Haut Commissariat sont à l'ordre du jour. Une politique sociale unanimement saluée lui permet de

Celui que le président Wade qualifie de «Chef du gouvernement virtuel» des trois Etats que sont le Mali, la Mauritanie et le Sénégal a fait le pari de ramener la Guinée dans la famille Omvs.

motiver et mobiliser ses collaborateurs autour des principaux défis de l'Organisation. Avec des documents stratégiques de cette valeur, une gestion modernisée, l'Omvs venait de prendre un nouveau départ.

Ces belles avancées auraient suffi au bonheur de bien des responsables. Mohamed Salem Ould Merzoug, lui, veut aller plus loin. Celui que le président Wade qualifie de «Chef du gouvernement virtuel» des trois Etats que sont le Mali, la Mauritanie et le Sénégal a fait le pari de ramener la Guinée dans la famille Omvs. Son credo : il serait aventureux d'envisager une stratégie inclusive si la Guinée, quatrième Etat riverain, est exclue du cadre d'action. Sous les bons sentiments réside la lucidité du manager.

Le patron de l'Omvs ne ménagera aucun effort pour ramener dans le giron familial, la cousine écartée par les caprices de l'Histoire. Un bienfait n'est jamais perdu : le 18 juin 2005, un appel est lancé... Cette fois, il ne provient pas du général De Gaulle, mais bien des compatriotes de feu Sékou Touré : la Guinée demande enfin à être membre de l'Omvs.



Développement, Bid. Le soutien de l'Union européenne à ce projet est également acquis. Pour ce qui est de la navi-

L'enjeu est de créer un chenal navigable long de 905 km et large de 55m permettant la circulation entre Saint-Louis (Sénégal) et Ambidédi (Mali)

L'homme est têtu, arrogant diront certains, en tous cas sûr de son fait : c'est cette assurance qui sans doute le conduit à relancer l'un des plus grands projets de l'organisation, condamné pendant longtemps à dormir dans les tiroirs pour cause de réticence des bailleurs : le Projet Navigation. L'enjeu est de créer un chenal navigable long de 905 km et large de 55m permettant la circulation entre Saint-Louis (Sénégal) et Ambidédi (Mali). A vrai dire, le concept a évolué : il s'agit dorénavant d'un système de transport multimodal dont la voie principale est le fleuve, dans un maillage qui permet la connexion avec le chemin de fer et les réseaux routiers maliens et sénégalais. Projet intégrateur par excellence, il vise à rendre opérationnelles des infrastructures de transport de grande capacité, indispensables au désenclavement du Mali et de certaines régions du bassin afin de permettre le développement des échanges commerciaux intra-zone et internationaux, ainsi que la valorisation des ressources naturelles. L'étude de la liaison routière Diama-Rosso est déjà bouclée, et une requête de financement envoyée à la Banque islamique pour le

gabilité du fleuve un investissement de 100 millions d'euros est prévu dans la première phase, dont les 52 millions seront consacrés à la réalisation du port fluvio-maritime de Saint-Louis sur financement de la Banque mondiale que le Président Wade avait saisie à ce propos.

L'Omvs est par essence un outil de coopération et d'intégration au service des Etats membres, qui s'abreuve aux idéaux de paix, de dialogue et de solidarité.

La Bad et la Bid financeront les 48 millions d'euros restants. Est-il nécessaire de le préciser, l'Omvs a regagné la confiance des bailleurs de fonds, et cette embellie va sûrement profiter également au projet Navigation...

En attendant, elle permet à l'Omvs d'engager un second grand tournant, qui exige de vrais bouleversements pour donner corps à ses ambitions. Une réforme institutionnelle sera proposée dans trois mois, qui devra être portée par l'ensemble des Etats, les acteurs du bassin, les collectivités locales et les par-

tenaires au développement de l'Omvs. Le programme d'aménagements structurants va se poursuivre, avec des ouvrages hydrauliques majeurs comme le barrage de Gourbassi, sur la Falémé, ou les centrales de Félo et de Gouina destinées à la production hydroélectrique. Selon le chronogramme de M. Merzoug, l'énergie hydro-électrique provenant de Félo sera sur le réseau de Manantali dès mars 2008, et celle de Gouina, à la fin de l'année 2008. La même sève irrigue tous ces projets initiés dans le cadre du programme de développement de l'Omvs : ils sont autant de pierres apportées à l'édifice de l'intégration sous-régionale et participent de la même vision. Car pour le patron de l'Omvs, il n'y a pas de remède miracle : si les Etats africains veulent se donner une chance de résister à la mondialisation en cours, voire d'en profiter, il leur faut renforcer les cadres de coopération pour créer de grands ensembles viables. L'Omvs est par essence un outil de coopération et d'intégration au service des Etats membres, qui s'abreuve aux idéaux de paix, de dialogue et de solidarité.

C'est au nom de cette exigence de solidarité que M. Merzoug formule une grande ambition pour les populations du bassin, qui devraient bénéficier davantage et directement des effets induits par la réalisation des barrages. En effet, si la croissance est incontestable au niveau macro-économique, il reste à la partager en la faisant sentir dans la sphère des populations les plus démunies. Tel est le nouveau défi que doit relever le programme de développement local intitulé « Gestion intégrée de l'environnement et développement des usages multiples de l'eau » d'un montant de 100 millions de dollars (pour sa première phase), dont le démarrage est prévu courant 2006.

Non content d'engager d'un pas alerte ces multiples chantiers, M. le Haut Commissaire trouve le temps de rédiger des essais. Il vient de publier en mai 2005 chez Présence Africaine « L'eau, l'Afrique, la Solidarité : une nouvelle espérance ». Et il faut croire qu'il y a pris goût puisqu'il s'est déjà remis devant sa machine pour produire son deuxième ouvrage « L'Afrique entre espoir et désespoir : quelle forme de renaissance ? ». La solution se trouve peut-être dans des organisations comme l'Omvs, et des managers comme Mohamed Salem Ould Merzoug.